

**BREST**

26 RUE DE L'EAU BLANCHE  
29200 BREST

Tél : +33771356010

Mél : melanie.le-goade@bureauveritas.com

N° affaire : 23644232\_1-9E3XBDL

**Mission** : Coordination Sécurité et Protection de la Santé

**Opération :**

**Opération** : BREST - ATELIER DE REPARATION AUTO  
**MUTUALISE**

167 RUE DU GENERAL PAULET  
29200 BREST

**Destinataire :**

SECRETARIAT CHARGE BUDGET ET DES COMPTES

Yann MANCHON


139 RUE DE BERCY  
75572 PARIS CEDEX 12

**Plan Général de Coordination**

# P.G.C.

**Opération de catégorie : 2**

**Présence d'Amiante - Présence de Plomb**

Date d'établissement ou de modification	Rév.	Objet de la mise à jour	Rédacteur
20/06/2025	Rev0	Rédaction du PGC	Mélanie LE GOADEC 

## SOMMAIRE

<b>0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION .....</b>	<b>4</b>
<b>1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION .....</b>	<b>6</b>
<b>1.1. Présentation du projet .....</b>	<b>6</b>
1.1.1. Objet de l'opération .....	6
1.1.2. Mode de consultation des entreprises .....	6
1.1.3. Délai prévisionnel de chantier .....	6
1.1.4. Démarche environnementale .....	6
1.1.5. Prévision du nombre d'entreprises et de leur(s) sous-traitant(s) .....	6
1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier .....	6
<b>1.2. Présentation des intervenants .....</b>	<b>7</b>
<b>2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS .....</b>	<b>8</b>
<b>2.1. Principe des séquences d'interventions .....</b>	<b>8</b>
<b>2.3. Inspections Communes .....</b>	<b>8</b>
<b>2.4. PPSPS .....</b>	<b>8</b>
2.4.1. Pénalités .....	9
<b>2.5. Sous-traitance .....</b>	<b>9</b>
2.5.1. Déclaration des sous-traitants .....	9
2.5.2. Transmission du PGC .....	9
2.5.3. Obligation du sous-traitant .....	9
<b>2.6. Intérimaires .....</b>	<b>9</b>
<b>2.7. Accueil des entreprises « location avec chauffeur » .....</b>	<b>10</b>
<b>2.8. Travailleurs indépendants .....</b>	<b>10</b>
<b>2.9. Protections individuelles .....</b>	<b>10</b>
<b>2.10. Modalité d'accueil des salariés et salariés étrangers .....</b>	<b>10</b>
<b>2.11. Modalités de visite du chantier par des tiers .....</b>	<b>11</b>
<b>3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE .....</b>	<b>12</b>
<b>3.1. Accès au site et réseaux provisoires .....</b>	<b>13</b>
<b>3.2. Emprise de chantier .....</b>	<b>13</b>
3.2.1. Clôture et portail .....	13
3.2.2. Accès .....	13
3.2.3. Circulations .....	13
3.2.4. Signalisation .....	14
3.2.5. Stationnements .....	14
3.2.6. Stockage .....	14
3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie) .....	14
3.2.8. Cantonnements et entretien .....	15
<b>3.3. Nettoyages (hors cantonnement) .....</b>	<b>16</b>
3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier .....	16
3.3.2. Plan d'installation de chantier .....	16
<b>3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier .....</b>	<b>16</b>
<b>4. MESURES DE COORDINATION SPS .....</b>	<b>18</b>
<b>4.1. Définition des risques particuliers .....</b>	<b>18</b>
<b>4.2. Analyse de risques .....</b>	<b>21</b>
<b>4.3. Co-activités et protections collectives .....</b>	<b>27</b>
4.3.1. Organisation de la sécurité collective .....	27
4.3.2. Déplacement de protection collective .....	28
4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise .....	28
4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles .....	28
<b>4.4. Equipement de levage .....</b>	<b>29</b>
4.4.1. Autorisation de survol .....	29
4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention .....	29
<b>4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site .....</b>	<b>29</b>

4.5.1. Approvisionnements et stockage .....	29
4.5.2. Travaux superposés .....	29
4.5.3. Mise en œuvre de produits dangereux .....	29
4.5.4. Protection contre le bruit .....	30
4.5.5. Protection contre l'incendie .....	30
4.5.6. Travaux en hauteur .....	30
4.5.7. Echafaudage, tour escalier .....	30
4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins .....	31
<b>4.6. Moyens communs .....</b>	<b>31</b>
4.6.1. Mise en commun des équipements de travail et d'accès en hauteur .....	31
4.6.2. Ascenseurs définitifs en phase chantier .....	31
4.6.3. Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre, Echafaudages et matériels .....	31
4.6.4. Protection des accès – Auvents .....	31
<b>4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets .....</b>	<b>31</b>
<b>5. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER .....</b>	<b>32</b>
<b>5.1. Stockages sur le chantier .....</b>	<b>32</b>
<b>5.2. Nettoyage .....</b>	<b>32</b>
<b>5.3. Enlèvement des déchets .....</b>	<b>32</b>
5.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires .....	32
5.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés .....	33
5.3.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise .....	33
<b>6. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION .....</b>	<b>34</b>
<b>6.1. Déclarations particulières .....</b>	<b>34</b>
<b>6.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération .....</b>	<b>34</b>
<b>6.3. Risques par rapport à un chantier voisin .....</b>	<b>34</b>
<b>6.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure .....</b>	<b>34</b>
<b>6.5. Permis de feu (prévention incendie et explosion) .....</b>	<b>34</b>
<b>6.6. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages .....</b>	<b>34</b>
<b>6.7. Locaux témoins .....</b>	<b>34</b>
<b>7. ORGANISATION DES SECOURS .....</b>	<b>35</b>
<b>7.1. Téléphone de secours .....</b>	<b>35</b>
<b>7.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.) .....</b>	<b>35</b>
<b>7.3. Travail isolé .....</b>	<b>35</b>
<b>7.4. Procédure d'organisation des secours .....</b>	<b>35</b>
<b>7.5. Déclaration en cas d'accident ou incident .....</b>	<b>35</b>
<b>7.6. Point de rencontre secours .....</b>	<b>35</b>
<b>7.7. Modèle de fiche de secours .....</b>	<b>36</b>
<b>ANNEXES AU P.G.C. ....</b>	<b>37</b>

## 0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION

Articles L.4121-2 & 3 et L.4531-1 du Code du Travail

1. Eviter les risques ;
2. Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités ;
3. Combattre les risques à la source ;
4. Adapter le travail de l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment d'atténuer le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé ;
5. Tenir compte de l'état de l'évolution de la technique ;
6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou ce qui est moins dangereux ;
7. Planifier la prévention en visant un ensemble cohérent qui intègre dans la prévention la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants au travail ;
8. Prendre les mesures de protection collective par priorité à des mesures de protection individuelle ;
9. Donner les instructions appropriées aux travailleurs ;

**Les articles L 4121-2 & 3 et 4531-1, imposent au Maître d'Ouvrage, aux Maîtrises d'Œuvres (Architectes, OPC etc...) et au Coordonnateur SPS, la prise en compte des Principes Généraux de Prévention.**

Les différents entrepreneurs doivent prendre parfaite connaissance du présent document, en retirer les éléments nécessaires à la mise au point de leur proposition et se conformer rigoureusement lors de l'exécution des travaux, aux dispositions qu'il contient.

Les prestations définies dans ce document font partie intégrante du marché de chaque entreprise.

Les éléments contenus dans le présent document ont un caractère obligatoire. Les entreprises contractantes y compris les sous-traitants et travailleurs indépendants doivent en tenir compte notamment pour l'élaboration de leurs PLANS PARTICULIERS DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE (P.P.S.P.S.).

En matière de sécurité et de protection de la santé du personnel, les entreprises ont non seulement une obligation de moyen, mais également une obligation de résultat.

La tenue des délais ne saurait en aucun cas être un motif d'infraction aux règles de sécurité. Les entreprises sont par conséquent tenues de prévoir et de mettre en œuvre les moyens compatibles avec la sécurité et les délais.

Article L.4532-6 du code du travail :

L'intervention du Coordonnateur SPS ne modifie ni la nature, ni l'étendue des responsabilités qui incombent en application des autres dispositions du Code du Travail à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil.

Le coordonnateur a été nommé en phase **Réalisation**

Ce PGC a été réalisé sur la base :

- Des documents fournis par la Maîtrise d'ouvrage (dossier prio, repérages amiante et plomb)
- Après une visite du site
- Sans réunion de conception

Avant le début son intervention sur le chantier, chaque entreprise titulaire, chaque entreprise sous-traitante

- chaque travailleur indépendant respecte les dispositions suivantes :
- OBLIGATION de procéder avec le coordonnateur SPS, préalablement à son intervention (prise de rendez-vous quatre semaines au préalable), à une INSPECTION COMMUNE.
- Cette INSPECTION COMMUNE a lieu avant remise du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS).
- puis REMISE au coordonnateur SPS de son PPSPS, approprié et conforme au présent PGCSPS.

**L'intervention du coordonnateur SPS ne modifie en rien la responsabilité des entreprises en matière de sécurité et de protection de la santé vis-à-vis des tiers et de leur personnel.**

# 1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION

## 1.1. Présentation du projet

### 1.1.1. Objet de l'opération

**Création d'un atelier de réparation automobile mutualisé sur le site de casernement de gendarmerie Buquet à Brest.**

**La nomenclature des lots dédiés à cette affaire est la suivante :**

**Lot n°1 : Démolition - Déplombage.**

**Lot n°2 : Gros-Œuvre - VRD.**

**Lot n°3 : Charpente – Couverture – Bardage – Serrurerie – Menuiseries extérieures.**

**Lot n°4 : Cloisons – Plafonds - Menuiseries intérieures – Peinture – Nettoyage – Revêtements de sols – Faïence.**

**Lot n°5 : Chauffage – Ventilation – Plomberie sanitaire - Electricité.**

### 1.1.2. Mode de consultation des entreprises

Marché public - Corps d'état séparés.

### 1.1.3. Délai prévisionnel de chantier

Date prévisionnelle de début des travaux : 10 avril 2025

Durée prévisionnelle de réalisation (mois) : 10

Phasage des travaux:

### 1.1.4. Démarche environnementale

A préciser par la maîtrise d'ouvrage.

Les entreprises doivent strictement respecter l'état de propreté des lieux et notamment des abords de la crèche, et de la rue.

Valorisation des déchets :

Dans un document soumis au visa du maître d'œuvre pendant la période de préparation, l'entrepreneur expose et s'engage sur :

- Le tri sur site des différents déchets de chantier et les méthodes qui sont employées pour ne pas mélanger les différents déchets,
- En cas de plate-forme de tri nécessitant un premier transport depuis le chantier, l'entrepreneur précise les méthodes et moyens employés ainsi que la localisation de l'installation,
- Les centres de stockage et/ou centres de regroupement et/ou unités de recyclage vers lesquels sont acheminés les différents déchets à évacuer, en fonction de leur typologie et en accord avec le centre de stockage ou de regroupement,
- Les moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité qui sont mis en œuvre pendant les travaux,
- L'information du maître d'œuvre en phase travaux quant à la nature des déchets et aux conditions de dépôt envisagées sur le chantier,
- Les moyens matériels et humains mis en œuvre pour assurer la gestion des déchets,
- La mise en zone de dépôt autorisée des déblais inertes en provenance du chantier et non réutilisables sur le site.

### 1.1.5. Prévision du nombre d'entreprises et de leur(s) sous-traitant(s)

Nombre de lots (estimation) : 10 entreprises y compris sous-traitants

### 1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier

Effectif prévisible du personnel de chantier (estimation) : 10 personnes

## 1.2. Présentation des intervenants

Activité	Entreprise	Adresse	Média diffusion	Interlocuteur
Maîtrise d'ouvrage	SECRETARIAT CHARGE BUDGET ET DES COMPTES	139 RUE DE BERCY 75572 PARIS CEDEX 12	yann.manchon@interieur.gouv.fr	Yann MANCHON
Architecte	L'ATELIER DU BOURG	LAMBEZELLEC	bmoraglia@orange.fr	Bertrand MORAGLIA
Maîtrise d'œuvre	CONEXE	13, rue de Lyon 29200 BREST	06 62 15 70 30 p.kermorgant@conexebet.fr	Pierrick KERMORGANT
Coordonnateur SPS de conception	BUREAU VERITAS CONSTRUCTION BREST	26 rue de l'eau Blanche CS 62827 29228 BREST CEDEX 2	07 71 35 60 10 melanie.le-goade@bureauveritas.com	Mélanie LE GOADEC
Inspection du travail	DREETS de BREST	1, rue des Néréides 29200 BREST		
CARSAT	CARSAT de L'OUEST	236, rue de Châteaugiron 35030 RENNES Cedex 9		
OPPBTP	OPPBTP RENNES	18-20, rue Bahon-Rault  35000 Rennes	loic.baudry@oppbtp.fr	Loic BAUDRY

Liste complète des entreprises en pièce jointe

## 2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS

Ce paragraphe ne se substitue pas aux modalités pratiques de coopération qui sont jointes par le MO aux contrats de tous les intervenants.

### 2.1. Principe des séquences d'interventions

Les séquences permettent d'identifier les principaux risques ayant une influence sur le calendrier détaillé des travaux et l'organisation du travail des entreprises concernées pour définir les mesures de prévention à mettre en œuvre et de préparer les Inspections Communes.

Le chantier se décompose en séquences successives.

### 2.3. Inspections Communes

L'**Inspection Commune de la séquence** est réalisée au cours de cette réunion, avec l'analyse de la coactivité.

A cette réunion, les entreprises et leurs sous-traitants devant intervenir dans la séquence doivent **OBLIGATOIREMENT** être présents afin de réaliser leur Inspection Commune.

Les Inspections Communes ne seront réalisées que lors de ces réunions.

Il est rappelé aux entreprises, qu'en cas de non réalisation de l'Inspection Commune, il leur est formellement interdit d'intervenir sur le site.

**Pour un sous-traitant qui ne serait pas encore désigné avant cette réunion :**

- **L'inspection Commune devra être programmée avec le CSPS en respectant un délai de prévenance incompressible de 8 jours ouvrés (art R.4532-62 du Code du Travail).**
- **L'inspection Commune sera faite en présence du titulaire du lot.**

L'intervention du coordonnateur SPS ne modifie en rien la responsabilité des entreprises en matière de sécurité et de protection de la santé vis-à-vis des tiers et de leur personnel.

Avant le début de son intervention sur le chantier, chaque entreprise titulaire, chaque entreprise sous-traitante ou chaque travailleur indépendant respecte les dispositions suivantes :

- OBLIGATION de participer à la visite d'INSPECTION COMMUNE conduite par le coordonnateur SPS,
- REMISE au coordonnateur SPS de son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la santé (PPSPS), approprié et conforme au présent PGC SPS à l'issue de la VIC.

Les dates d'intervention des entreprises titulaires de lots sont communiquées au coordonnateur SPS par le maître d'œuvre dans un délai compatible avec l'organisation des visites précitées.

Pour les entreprises titulaires de lots faisant appel à un ou plusieurs sous-traitants ou travailleur indépendant, les dates d'intervention de ceux-ci sont communiquées au coordonnateur SPS par l'entreprise titulaire.

### 2.4. PPSPS

Conformément aux obligations de la loi du 31 décembre 1993 et de son décret du 26 décembre 1994, chaque entreprise intervenant sur le chantier est tenue d'établir un PPSPS. **Conformément à l'article L 4532-9, sur les chantiers soumis à l'obligation d'établir un plan général de coordination, chaque entreprise, y compris les entreprises sous-traitantes, appelée à intervenir à un moment quelconque des travaux, établit, avant le début des travaux, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé. Ce plan est communiqué au coordonnateur.**

Le Maître d'Ouvrage transmet le PGC à l'entrepreneur dans le cadre du dossier du marché de consultation, le PGC sert de base à l'établissement du PPSPS.

La mise à jour du PPSPS avant d'engager les travaux, doit tenir compte des observations résultantes de la visite d'inspection commune avec le Coordonnateur SPS.



L'entreprise chargée du gros œuvre ou le lot principal et ceux ayant à exécuter des travaux à risques particuliers mettent à disposition leurs PPSPS aux autres entreprises sur le chantier.

#### **2.4.1. Pénalités**

Se conformer aux pièces écrites du marché.

### **2.5. Sous-traitance**

Les entreprises titulaires de lots qui envisagent de faire intervenir un ou plusieurs sous-traitants ou travailleurs indépendants respectent la règle suivante :

- L'entreprise concernée adresse quatre semaines au préalable sa demande au maître d'œuvre qui la transmet au maître d'ouvrage.
- L'agrément est confirmé à l'entreprise par le maître d'ouvrage qui informe en copie le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS qui conduit la visite d'inspection commune.

Toute entreprise ou travailleur indépendant qui ne respecte pas ces dispositions se voit interdire l'accès au chantier par le maître d'œuvre.

#### **2.5.1. Déclaration des sous-traitants**

L'entreprise a l'obligation de déclarer au maître d'ouvrage tout sous-traitant qu'elle prendrait pour réaliser une partie des travaux. Cette déclaration indique la nature précise des prestations sous-traitées.

Les coordonnées des sous traitants doivent être adressées par le maître d'ouvrage au CSPS pour l'organisation de l'inspection commune.

Les entreprises qui ont l'intention de sous-traiter doivent s'assurer que les prestations de service ne sont en aucune façon des prêts de main-d'œuvre qui pourraient constituer un délit de marchandage (art. L.8231-1 du Code du Travail).

#### **2.5.2. Transmission du PGC**

L'entrepreneur qui fait exécuter, tout ou partie, du contrat conclu avec le Maître d'Ouvrage par un ou plusieurs sous-traitants, doit remettre à ceux-ci un exemplaire du PGC au dernier indice et le cas échéant, un document précisant les mesures d'organisations générales qu'il a retenues pour la sécurité et qui sont de nature à avoir une incidence sur la sécurité et la santé des travailleurs.

#### **2.5.3. Obligation du sous-traitant**

Le sous-traitant est soumis aux mêmes obligations que l'entreprise titulaire quant au respect des dispositions communes de sécurité et de protection de la santé. Il est soumis à toutes les obligations des entreprises.

Le PPSPS du sous-traitant doit tenir compte des informations fournies par l'entreprise titulaire et notamment celles contenues dans son PPSPS et celles contenues dans le PGC ainsi que les dispositions arrêtées en inspection commune.

### **2.6. Intérimaires**

Les entreprises utilisant du personnel intérimaire doivent s'assurer :

- que le personnel est apte à effectuer le travail auquel il est destiné,
- que le certificat d'aptitude médical pour la profession concernée a bien été délivré,
- que les salariés intérimaires soient intégrés au personnel de l'entreprise, notamment en ce qui concerne l'accueil renforcé, la formation à la sécurité, la fourniture des équipements de protection individuelle et l'utilisation des installations vestiaires, réfectoires et sanitaires.

## 2.7. Accueil des entreprises « location avec chauffeur »

Les entreprises faisant appel à de la location avec chauffeur, doivent le signaler dans leur PPSPS.

Les chauffeurs sont accueillis par l'entreprise qui leur explique les règles de sécurité les concernant.

## 2.8. Travailleurs indépendants

Les travailleurs indépendants ou les employeurs exerçant eux-mêmes une activité sur le chantier, sont assujettis aux mêmes obligations réglementaires que toute autre société, y compris :

- l'obligation de remettre au Coordonnateur SPS un Plan Particulier de Sécurité

## 2.9. Protections individuelles

Toute personne entrant sur le chantier doit être équipée des protections individuelles adaptées.

## 2.10. Modalité d'accueil des salariés et salariés étrangers

Tous les salariés présents sur le site portent de façon visible le sigle de leur entreprise sur leur vêtement de travail ou leur casque et doivent pouvoir être nominativement identifiés.

Les personnels des entreprises, doivent recevoir, le jour de leur arrivée sur le chantier, une formation pratique et appropriée en sécurité.

Cette formation qui est assurée par les chefs de chantier et les chefs d'équipe des entreprises porte sur :

- les conditions de circulation des personnes sur le chantier,
- la sécurité pendant l'exécution du travail
- les dispositions à prendre en cas d'incident, d'accident et d'incendie.
- la situation et le contenu de la boîte de premier secours.

### Salariés étrangers :

Chaque entreprise doit pouvoir répondre aux règles suivantes, à savoir :

- Etre en possession de l'ensemble des pièces écrites et graphiques propres au chantier,
- Le référent chantier doit maîtriser la langue française pour mettre en application les consignes de sécurité du chantier,
- Le référent chantier ou le chef d'établissement doit pouvoir participer aux réunions de chantier,

Chaque entreprise tient à jour à disposition des organismes officiels de préventions et des autorités compétentes un classeur qui comporte :

- Une liste nominative de ses personnels sur site y compris les personnes intérimaires.

Pour chaque salarié :

**D.U.E.** (Déclaration unique d'embauche) avec récépissé de l'URSSAF ou extrait du registre du personnel,  
**Contrat d'intérim** si pas de DUE,  
**Déclaration de détachement** pour le personnel de sociétés étrangères en provenance de la CE.

Pour les ressortissants hors CE :

**Photocopie de leur carte de séjour et de leur permis de travail.**

## **2.11. Modalités de visite du chantier par des tiers**

Des visites peuvent être organisées par le Maître d'Ouvrage qui définit les mesures de protection et de sécurité.

L'organisateur de la visite est responsable de la fourniture des équipements adaptés à cette visite. Le maître d'ouvrage informe le maître d'œuvre et le coordonnateur.

### 3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE

du chantier arrêtées par le Maître d'œuvre en concertation avec le Coordonnateur SPS

#### Contraintes d'environnement de site

##### Présence d'amiante dans les existants

Rapport de repérage amiante avant travaux réalisé par CHEVALIER DIAG joint avec le PGC. Les 2 documents doivent être associés pour la consultation des entreprises.

Numéro d'affaire : 24-MIN-113D1

Rédigé le : 04/09/2024

Par : Morgane CHASSAGNE

**CONCLUSIONS :** Dans le cadre de la mission décrite en tête de rapport, il a été repéré des matériaux et produits de l'annexe A de la norme NFX 46-020 contenant de l'amiante. Pour la liste des matériaux et produits contenant de l'amiante, se reporter au §5. Présence d'enduits type plâtre blanc contenant de l'amiante sur les murs du bâtiment.

- Revêtement bitumineux noir (Rez-de-chaussée - Salle de repos – En dessous de l'évier) (Echantillon 26)
- Conduit en fibre ciment (Rez-de-chaussée – Chaudière – Conduit)

Toutes les entreprises doivent prendre connaissance du repérage amiante avant travaux afin de connaître la localisation ainsi que l'état de conservation des produits et matériaux contenant de l'amiante et situés dans le périmètre de l'opération. A partir de cette information, elles doivent conduire leur analyse de risque afin de prévenir toute émission de fibres d'amiante. L'entreprise a une obligation de résultat en terme de sécurité sur le chantier (analyse des risques exhaustifs à réaliser). Le CSPS alerte les entreprises sur le fait que ces repérages n'excluent pas, de manière certaine, la présence d'amiante sur des matériaux non répertoriés. Des découvertes fortuites peuvent survenir. Les chefs d'entreprise doivent être particulièrement vigilants concernant leurs obligations, envers leurs salariés et les tiers.

**Désamiantage :** L'entreprise de désamiantage doit mettre en œuvre, d'une manière effective, toutes les mesures de protection de la santé de son personnel destinées à éviter l'inhalation par la décimation sous forme de poussières d'amiante lors de l'exécution de ses travaux.

Elle doit observer la réglementation en vigueur et les consignes générales de sécurité visant à réduire l'exposition aux poussières d'amiante.

Les opérations de retrait ou confinement ne doivent être réalisées que par des entreprises qualifiées, après envoi d'un plan de retrait ou de confinement aux organismes 30 jours avant le début des travaux.

L'entreprise doit respecter la réglementation en vigueur pour le traitement et l'évacuation de ses déchets. Le stockage sur le chantier avant l'évacuation doit se faire dans un local ou un container fermé à clé avec signalétique adaptée.

L'entreprise de Désamiantage doit des mesures de vérification de la concentration de fibres d'amiante dans l'air par un organisme agréé avant la mise en place du confinement ; pendant les travaux de retrait ou de confinement et à la fin des travaux (mesures libératoires) permettant de s'assurer de l'efficacité du confinement d'une part et de l'absence de fibres dans l'air après retrait.

Son personnel travaille selon les strictes procédures du plan de retrait présenté et approuvé par les institutionnels.

Voir détail dans l'annexe "Présence d'amiante"

#### **Présence de plomb dans les existants**

Voir détail dans l'annexe "Présence de plomb"

#### **Présence de silice dans les existants**

Voir détail dans l'annexe "Présence de silice"

### **3.1. Accès au site et réseaux provisoires**

De manière générale, les entreprises doivent se conformer au code de la route.

Toutes les dispositions sont à prendre par les entreprises pour limiter les nuisances pour les bâtiments situés dans le périmètre immédiat de l'opération.

Guidages des manoeuvres obligatoire. Agent de trafic sur le domaine public.

Les différents branchements liés aux installations de chantier : doivent être réalisés avant le début des travaux, par l'entrepreneur titulaire du Lot 2 :

- **Eau** : Un branchement « eau potable » devra desservir la zone vie de chantier.
- **Assainissement** : Raccordement sur le réseau public, afin d'évacuer les eaux usées provenant du chantier.
- **Électricité** : Raccordement pour alimentation électrique à réaliser depuis le réseau public, afin de disposer d'une puissance suffisante.

#### **Extrait CCTP Lot 0 - Prescriptions générales**

***Les branchements de chantier seront réalisés par le titulaire du lot n°2 Gros-Œuvre :***

- ***Installation d'un point d'eau avec comptage***
- ***Installation d'un coffret de chantier électrique avec prises (zone base vie)***

***L'ouverture des compteurs d'eau et d'électricité sera prise en charge par le compte prorata. Il s'acquittera également des formalités administratives.***

### **3.2. Emprise de chantier**

#### **3.2.1. Clôture et portail**

Pendant la période de préparation, une clôture pour délimiter les emprises du chantier est mise en place par l'entreprise titulaire du Lot 2 pour éviter toute intrusion du public et usagers des locaux ainsi que les divers panneaux réglementaires (port du casque obligatoire, chantier interdit au public,...).

Concernant les autres emprises de travaux, la clôture peut être constituée de grilles type HERAS fixées sur des plots bétons. Les éléments sont solidarisés par des colliers anti-vandalisme et munis d'un système anti-levage.

#### **Extrait CCTP Lot 0 - Prescriptions générales**

***Le titulaire du Lot n°2 Gros-Œuvre aura à sa charge et à ses frais exclusifs l'installation des éléments suivants (hors consommables) :***

- ***Barrières Heras pour la délimitation d'une zone de stockage et de la zone vie.***
- ***Démarches administratives pour la demande d'occupation du domaine publique.***

#### **3.2.2. Accès**

Accès par le poste de garde depuis la Rue Général Paulet  
Respect stricte des consignes du site

#### **3.2.3. Circulations**

Circulations existantes

L'ensemble des accès et circulations doit être maintenu dégagé et correctement éclairé. Aucun stockage, même limité n'est autorisé dans les zones accessibles aux personnels et aux usagers de l'établissement. Les entreprises doivent prendre toutes les mesures nécessaires pour que les personnes extérieures aux travaux ne soient pas soumises à des risques de chute de plain-pied (câbles des enrouleurs suspendus, balisage des zones de travaux, etc.).

### 3.2.4. Signalisation

Suivant l'attribution, l'entreprise titulaire du lot 1 procède au repérage visuel sur le chantier de l'ensemble des produits et matériaux contenant de l'amiante. L'entreprise en charge de ce repérage transmet une méthodologie détaillée du principe de cette signalétique (code couleur, sigle, continuité sur réseaux). Si plusieurs entreprises interviennent simultanément sur le site pendant une longue période, le désamianteur doit fournir périodiquement et afficher le zoning des espaces traités et les cheminements adaptés.

L'entreprise titulaire du Lot 2 doit mettre en place et entretenir une signalisation de chantier, tant celle nécessaire à la sécurité, que celle permettant de repérer les accès au chantier. Elle comprend également l'indication des cheminements à l'intérieur du chantier ; le balisage et la protection éventuelle des accès piétons. La surveillance du maintien, ainsi que l'entretien de cette signalisation sera assurée par l'entreprise jusqu'à l'achèvement des travaux.

### 3.2.5. Stationnements

Les entreprises doivent se stationner aux emplacements prévus à cet effet et imposés par la maîtrise d'ouvrage. Seuls les véhicules d'entreprises identifiés sont autorisés à utiliser ces places de parking

### 3.2.6. Stockage

L'entreprise de désamiantage précise dans son PPSPS les zones de stockage "tampon" qu'elle entend utiliser pendant la durée du chantier. Ces zones sont condamnées, réglementairement signalées et exclusivement réservées à l'entreprise de désamiantage.

Le stockage des matières ou substances dangereuses sur le chantier doit être le plus limité possible. Les zones d'entreposage respecteront les conditions de stockage prévues par le fabricant. L'entrepreneur mentionnera dans son PPSPS, la nature des produits dangereux qui sont utilisés et joindra les fiches de données de sécurité des fabricants.

### 3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie)

#### Installation électrique générale de chantier :

##### A. A la charge de l'entreprise titulaire du Lot 2 :

- la ligne électrique reliant le point d'alimentation et l'armoire générale et les armoires secondaires de distribution sur le chantier.
- la distribution nécessaire à ses installations (grue, etc..) et des cantonnements..).

Ces installations doivent être contrôlées périodiquement par un organisme agréé par le Ministère du Travail au compte de l'entreprise titulaire du Lot Gros-oeuvre. Les rapports de vérification et registres de sécurité sont à disposition sur le chantier.

##### B. A la charge de l'entreprise titulaire du Lot Electricité (à partir de l'armoire générale) :

- Fournir, entretenir et alimenter les tableaux de distribution en nombre suffisant. A titre indicatif, la longueur des rallonges électriques est limitée à 25 m et il doit être implanté au moins un coffret de répartition par cage d'escalier, par niveau et par bâtiments. Les armoires de répartition (coffrets de chantier) sont montées sur pieds, ou fixées et elles doivent être à double paroi et munies d'un arrêt d'urgence (IP 447) type: "coup de poing".
- Surveiller et entretenir les installations électriques de chantier.
- Mettre en place en phase d'essais des procédures de consignation électriques.
- L'installation d'éclairage pour la circulation et le cheminement des personnels dans les bâtiments.

Ces installations doivent être contrôlées périodiquement par un organisme agréé par le Ministère du Travail au compte de l'entreprise titulaire du Lot Electricité. Les rapports de vérification et registres de sécurité sont à disposition sur le chantier.

C. Chaque entreprise doit utiliser du matériel conforme à la réglementation et désigner une personne chargée de son entretien. Obligation d'utiliser sur le chantier des rallonges électriques en état du type H07RN-F.

#### Éclairage de chantier :

Les installations d'éclairage général du chantier, à l'extérieur du bâtiment et de la base vie ; sont à la charge de l'entreprise titulaire du Lot Gros-oeuvre.

L'entreprise titulaire du Lot Electricité doit les éclairages des circulations intérieures des bâtiments.

Chaque entreprise a à sa charge l'éclairage spécifique de ses postes de travail.

Les niveaux d'éclairement seront conformes aux règles d'éclairage et d'éclairement fixées par le décret n° 83721 du 2 août 1983 et codifié dans le Code du Travail sous les Art. R.R4223-1 :

- Zones et voies de circulation (escaliers, ...) 60 lux minimum
- Zone de travail, vestiaire, sanitaire 120 lux minimum
- Postes de travail permanents 200 lux minimum.

### **3.2.8. Cantonnements et entretien**

Les cantonnements sont disposés de telle sorte que leur accès ne nécessite pas de pénétrer dans des zones de travaux ou de stockages.

Pendant la période de préparation des travaux, l'entreprise titulaire du Lot 1, assure les installations des cantonnements.

**L'entreprise titulaire du Lot 2, assure les installations de chantier.**

équipés conformément à la réglementation ; pour tous les corps d'état en tenant compte des effectifs prévisionnels. Ces locaux sont maintenus pendant toute la durée du chantier.

#### Sanitaires :

- Un lavabo pour 10 personnes,
- Une douche pour 20 personnes,
- L'eau potable et à température réglable,
- Un WC et un urinoir pour 20 personnes dont au moins un cabinet avec poste d'eau.
- Un bloc sanitaire indépendant pour le personnel féminin composé d'un lavabo (pour 10 femmes), d'une douche et d'un cabinet d'aisance.

#### Vestiaires :

- La surface totale à prévoir est calculée en prenant comme base 1,25 m2 minimum par personne.
- Ils comprennent des bancs et armoires vestiaires en nombre suffisant.

Ces locaux doivent être correctement éclairés, aérés, désinfectés et chauffés. De même, le nettoyage et la désinfection de ceux-ci doit être effectué au moins une fois par jour par chaque entreprise.

Les parois de ces installations doivent être lessivables.

Bureaux de chantier : Des bureaux de chantier sont mis à disposition par l'entrepreneur titulaire du Lot 1 permettant la tenue de réunions avec table et chaises (réunions de chantier) avec panoplie d'équipements de sécurité pour les visiteurs (bottes, casques, etc.).

Entretien et nettoyage : Pour maintenir ces installations en parfait état, l'entreprise titulaire du Lot 1 a à sa charge la mise en place d'un nettoyage journalier des cantonnements par une entreprise spécialisée.

#### **Extrait CCTP Lot 0 - Prescriptions générales**

**Le titulaire du Lot n°2 Gros-Œuvre aura à sa charge et à ses frais exclusifs l'installation des consommables) :**

- **L'installation et la location de vestiaires avec point ECS et EFS ainsi qu'une table et chaises**
- **L'installation et la location d'un bureau de chantier ainsi qu'une table et chaises pour**
- **Barrières Heras pour la délimitation d'une zone de stockage et de la zone vie.**
- **Démarches administratives pour la demande d'occupation du domaine publique.**
- **Mise en place de protections en pied de bâtiment, trottoirs et parkings.**
- **Toutes sujétions de signalisations.**

**Les sanitaires de chantier seront mis à dispositions par le maître d'ouvrage.**

**L'installation de chantier ne devra en aucun cas gêner les accès pompiers des bâtiments.**

### 3.3. Nettoyages (hors cantonnement)

Chaque entreprise est chargée d'assurer quotidiennement le nettoyage de ses zones de travail, de transporter l'ensemble de ses déchets et gravats jusqu'au lieu de stockage commun et de les trier dans les différents containers prévus à cet effet.

Aucun stockage ou dépôt provisoire de déchets ou gravois n'est toléré sur le chantier.

#### 3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier

Le maître d'ouvrage s'assure auprès du maître d'œuvre que les contraintes et obligations découlant, pour les entreprises, des mesures de prévention et de coordination mentionnées à l'article R. 4532-44 sont transcrites dans les pièces constituant les dossiers de consultation des entreprises.

Il vérifie que le projet de plan d'installation de chantier est joint à ces mêmes dossiers.

Le coordonnateur SPS collabore avec le maître d'œuvre à la transcription par celui-ci, sous forme de plan, du projet d'installation de chantier.

#### 3.3.2. Plan d'installation de chantier

Préalablement à l'exécution des travaux, l'entreprise **Lot n°2 : Gros-Œuvre - VRD** soumet à l'accord du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur SPS le plan de circulation et le plan des installations de chantier (plan porté au registre journal) qui doivent préciser la localisation :

- des barrières définitives prévues par le Maître d'Ouvrage,
- des conduites enterrées et aériens,
- des clôtures et protections temporaires,
- des parkings pour les véhicules de chantier,
- des installations destinées aux sanitaires, vestiaires et réfectoires,
- des installations de la salle de réunion et des différents bureaux,
- recettes (plans des façades),
- des zones dégagées et prévues pour recevoir les échafaudages ou la circulation de nacelles,
- de l'emplacement des zones de stationnement, personnel et entreprises,
- de l'emplacement des moyens de secours et d'appel,
- du point de rassemblement en cas d'évacuation générale du chantier,
- du point de rencontre pour accueil des services de secours,
- des zones de stockage et de préparation, y compris zones de rétention
- de l'emplacement des bennes à déchets,
- des accès provisoires au bâtiment,
- de l'emplacement de l'armoire générale électrique de chantier et des coffrets divisionnaires.

La fourniture, l'installation et l'entretien des divers éléments nécessaires à ces différentes installations sont à la charge de l'entreprise **Lot n°2 : Gros-Œuvre - VRD** y compris le fléchage pour indiquer le chantier ainsi que la signalétique de sécurité.

### 3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier

Poste	Réalisé par ?	Géré par ?	Echéance de fin
Clôture et portail	Lot n°2 : Gros-Œuvre - VRD	Lot n°2 : Gros-Œuvre - VRD	
Accès	Existants	CHAQUE ENTREPRISE	
Circulations	Existantes	CHAQUE ENTREPRISE	
Signalisation	Lot n°2 : Gros-Œuvre - VRD	Lot n°2 : Gros-Œuvre - VRD	



<b>Poste</b>	<b>Réalisé par ?</b>	<b>Géré par ?</b>	<b>Echéance de fin</b>
Stationnement	Lot n°2 : Gros-Œuvre - VRD	CHAQUE ENTREPRISE	
Stockage	Lot n°2 : Gros-Œuvre - VRD	CHAQUE ENTREPRISE	
Réseaux provisoires de chantier	Lot n°2 : Gros-Œuvre - VRD	Lot n°2 : Gros-Œuvre - VRD	
Coffret électrique général	Lot n°2 : Gros-Œuvre - VRD	Lot n°2 : Gros-Œuvre - VRD	
Coffret divisionnaire et éclairage	ELECTRICITE	ELECTRICITE	
Cantonnement	Lot n°2 : Gros-Œuvre - VRD (sanitaires mis à dispo par le MOA)	Lot n°2 : Gros-Œuvre - VRD	
Infirmierie de chantier			
Nettoyage hors cantonnement	CHAQUE ENTREPRISE	CHAQUE ENTREPRISE	
PIC	Lot n°2 : Gros-Œuvre - VRD	Lot n°2 : Gros-Œuvre - VRD	
Protections collectives	Lot n°2 : Gros-Œuvre - VRD	Lot n°2 : Gros-Œuvre - VRD	
Accès hauteur communs			
Déchets - Gravats	CHAQUE ENTREPRISE	CHAQUE ENTREPRISE	

## 4. MESURES DE COORDINATION SPS

### 4.1. Définition des risques particuliers

Décomposition des interventions et remarques en termes de coactivités en concertation avec le maître d'œuvre.

Séquence(s)	calendrier hypothèse	Tâche(s) / lot(s)	Danger(s)	Essentiel(s) de la séquence
1 Travaux préparatoires / Généralités applicables durant tous le chantier	Durée globale du chantier	Tous les Corps d'Etat	Voisinage Multi danger Réseaux Travail en hauteur Chute d'objets, éclats Environnement naturel Travaux à point chaud	<p><u>Clôture de chantier</u> : Pendant la période de préparation, par le <b>lot 2. Clôtures fixées au sol et entre elles. Portails aux entrées et sorties.</b></p> <p><u>Plan d'Installation de chantier</u> : Pendant la période de préparation, à fournir par le <b>lot 2.</b></p> <p><u>Installation de chantier</u> : Mise en place et gérée par le <b>lot désamiantage puis par le lot 2</b></p> <p><u>Réseaux</u> : Alimentation eau potable, évacuation EU/EP, électricité à la charge du <b>lot 5</b></p> <p><u>Protections collectives</u> : Chaque entreprise doit s'assurer de la présence des protections collectives et les respecter. Il est interdit de déposer des garde-corps sans mettre en oeuvre des mesures compensatoires d'une efficacité équivalente dans l'attente de la pose du définitif ou la repose des garde-corps provisoires.</p> <p><b>Coactivité : superposition et juxtaposition de tâche interdites.</b></p>
2 Démolitions		Démolition - Désamiantage - Déplombage	Chute d'objets, éclats Rupture, effondrement Travail en hauteur Inflammation, explosion Chute d'objets, éclats Amiante Rupture, effondrement Multi danger	<p>Clôture de zones</p> <p>Clôture de zones</p> <p>.</p> <p>.</p> <p>.</p> <p>Chantier clos et indépendant</p> <p>pas de co-activité. attendre achèvement des démolitions et la mise en place des dispositifs de contreventement et étaieement..</p> <p>Respect des prescriptions essentielles de la séquence 1 concernant les généralités</p>

				applicables pendant l'ensemble du chantier.
<b>3</b> <b>Elévation</b>	Gros-Œuvre - VRD.	Gros œuvre - VRD	Multi danger Rupture, effondrement Rupture, effondrement Contact électrique direct ou indirect Engins et matériels Rupture, effondrement Multi danger	.  PV de consignation des fluides Diagnostic amiante avant travaux Note de calcul Fiche de suivi des déchets .  Installation électrique de chantier vérifiée par un organisme agréé Circulations Engins .  Respect des prescriptions essentielles de la séquence 1 concernant les généralités applicables pendant l'ensemble du chantier.
<b>4</b> <b>Clos couvert</b>	Charpente – Couverture – Bardage – Serrurerie – Menuiseries extérieures.	Charpente	Contraintes météorologiques Chute et heurt avec charge en mouvement Chute d'objets, éclats Multi danger	Arrêt des travaux en cas de conditions météorologiques défavorables. Ne pas travailler ni circuler dans la zone de danger. Balisage  Respect des prescriptions essentielles de la séquence 1 concernant les généralités applicables pendant l'ensemble du chantier.
		Couverture	Chute d'objets, éclats Contraintes météorologiques Multi danger	.  Pas de manutention pour des vitesses de vent supérieures à 50 k/h. Respect des prescriptions essentielles de la séquence 1 concernant les généralités applicables pendant l'ensemble du chantier.
		Bardage	Chute d'objets, éclats Multi danger	Balisage de l'aire de travail en pied de façade Respect des prescriptions essentielles de la séquence 1 concernant les généralités applicables pendant l'ensemble du chantier.
		Serrurerie	Multi danger	Respect des prescriptions essentielles de la séquence 1 concernant les généralités applicables pendant l'ensemble du chantier.
		Menuiseries	Contact électrique direct ou indirect Multi danger	.  Respect des prescriptions essentielles de la séquence 1

				concernant les généralités applicables pendant l'ensemble du chantier.
<b>5</b> <b>Second œuvre</b>	Cloisons – Plafonds - Menuiseries intérieures – Peinture – Nettoyage – Revêtements de sols – Faïence.	Tous les Corps d'Etat	Multi danger	Respect des prescriptions essentielles de la séquence 1 concernant les généralités applicables pendant l'ensemble du chantier.
		Cloisons - Plafonds	Voisinage Travail en hauteur	Évacuation régulière des déchets. .
		Menuiseries intérieures	Inhalation poussières	<u>Risque d'exposition aux poussières</u> : Aspiration à la source. Ventilation des locaux.
		Peinture	Produits dangereux	<u>Risque d'exposition à des substances chimiques</u> : Les produits mis en œuvre doivent être indiqués dans le P.P.S.P.S. de l'entreprise en joignant les fiches de sécurité. En cas de produit nocif ou toxique, avec mention des antidotes et premiers soins à dispenser. Dans le cas des travaux de peinture et de revêtements de sols collés, les locaux devront être parfaitement ventilés. Lorsque les conditions le permettront la mise en service de la ventilation mécanique sera assurée.
		Electricité	Travail en hauteur Contact électrique direct ou indirect Contact électrique direct ou indirect	. .
		Plomberie - Sanitaires - Chauffage - Ventilation	Travaux à point chaud Travail en hauteur Chute d'objets, éclats Multi danger	Permis de feu si exigé. .  S'assurer du bon éclairage, de la présence d'un accès conforme et d'une ventilation suffisante

## 4.2. Analyse de risques

**Séquence : 1 - Travaux préparatoires / Généralités applicables durant tous le chantier**

**Tous les Corps d'Etat**

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Voisinage	<p><u>Clôture de chantier</u> : Pendant la période de préparation, le <b>lot désamiantage puis le lot 2</b> installe sur les emprises du chantier une clôture d'une hauteur de deux mètres minimum.</p> <p><u>Environnement</u> :</p> <p>Une attention très particulière doit être portée à la bonne tenue des clôtures de chantier. Chaque entreprise doit veiller à la fermeture des clôtures.</p> <p>Les entreprises doivent respecter les règles de circulation du plan d'installation de chantier.</p> <p>Maintien des abords du chantier en état de salubrité.</p> <p>Nettoyage régulier de la chaussée dès que nécessaire par l'entreprise responsable des salissures.</p> <p>Guidage des manœuvres des véhicules et engins obligatoire.</p>	<p><u>Organisation de chantier</u> :</p> <p>Chaque entreprise doit respecter scrupuleusement le plan d'installation de chantier.</p>
Multi danger	<p><u>Installation de chantier</u> : le <b>lot 2</b> assure les installations de chantier selon les effectifs prévisionnels et la présence de personnel féminin. Nettoyage régulier des cantonnements (minimum une fois par semaine) par une entreprise spécialisée. Sanitaire mis à disposition par le MOA</p> <p><b>Il en est de même par le lot désamiantage, pendant la phase désamiantage - purge</b></p> <p><b>Chaque entreprise</b> doit respecter le plan d'installation de chantier et notamment les entrées et sorties du chantier, les zones prévues pour le stationnement, les zones de stockage.</p>	
Réseaux	<p>Le <b>lot 5</b> doit faire réaliser et fournir le rapport de vérification de l'installation électrique (en levant les éventuelles observations) avant mise en service.</p> <p>Le <b>lot 5</b> doit les coffrets de distribution depuis le point de livraison.</p>	
Travail en hauteur	<p><u>Travaux en hauteur</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les échafaudages ne peuvent être montés, démontés ou sensiblement modifiés que sous la direction d'une personne compétente et par des travailleurs ayant reçu une formation adéquate.</li> <li>- Privilégier les interventions à la nacelle.</li> <li>- Utilisation de plate-forme roulante normalisée. Escabeaux et échelle interdits.</li> </ul>	
Chute d'objets, éclats	Balisages des zones de travail. Périmètre de	Respect des balisages,

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	sécurité lors des travaux en hauteur et levage.	périmètres de sécurité.
Environnement naturel	<u>Bennes et enlèvement des déchets</u> : Chaque entreprise est chargée d'assurer quotidiennement le nettoyage de ses zones de travail, de transporter l'ensemble de ses déchets et gravats jusqu'au lieu de stockage commun et de les trier dans les différents containers prévus à cet effet.	
Travaux à point chaud	Extincteur à pied d'œuvre.	

## Séquence : 2 - Démolitions

### Démolition - Désamiantage - Déplombage

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Chute d'objets, éclats	Définition dans le PPSPS de la méthodologie de déconstruction. Définir les zones d'intervention et les clôturer en tenant compte des courbes de chute. Mise en sécurité des zones en cours de démolition, mise en place de protection collectives provisoires ou interdiction d'accès stabiliser les éléments de construction devant être maintenus en place	Respecter les balisages et zones clôturées
Rupture, effondrement	Examen complet de l'ouvrage à démolir ainsi que les existants contigus concernant la nature la résistance et la stabilité des éléments à démolir le repérage des ouvrages voisins, leurs résistance et influences de la démolition sur leur stabilité Définition dans le PPSPS de la méthodologie de déconstruction. Etalement provisoire à étudier. Définir les zones d'intervention et les clôturer en tenant compte des courbes de chute. Mise en sécurité des zones en cours de démolition (mise en place de protections collectives provisoires ou interdiction d'accès). Toute surcharge sur dallage existante est à proscrire. Stabiliser les constructions devant être maintenue en place.	Mise en sécurité des zones en cours de démolition (mise en place de protections collectives provisoires ou interdiction d'accès). Toute surcharge sur dallage existante est à proscrire.
Travail en hauteur	définir les modes opératoires pour garantir l'absence de chute de hauteur	.
Inflammation, explosion	Consignation des zones à risques, à commencer par les réseaux existants (électricité/ gaz/ eau/ cuves fuel). Dégazage des cuves en amont de leur dépose. Recherche de la présence et de la nature, repérage, consignation, neutralisation, dé-pose, de tous les réseaux existants compris analyse de l'impact éventuel sur les	.

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	installations existantes voir en service, avant toute intervention, Obtenir de la MOA l'ensemble des plans de récollement des réseaux enterrés avant de commencer les travaux (présence de nombreuses cuves à fuel, réseaux gaz, réseaux électriques, AEP, etc) Un rendez-vous de mise au point avec les différents concessionnaires sera indispensable en réunion préparatoire Mise en place si nécessaire de protections sur les ouvrages et habitations adjacentes destinées à limiter toute projection de gravats et poussières	
Chute d'objets, éclats	Limiter le personnel lors de la démolition. Démolition réalisée essentiellement à l'aide d'engins avec protection conducteur. Pas de travaux en superposition de tâches. Neutralisation de la zone d'intervention.	Respect du balisage en place
Amiante	Plan de Retrait	.
Rupture, effondrement	Chantier clos pour éviter toute intrusion du public (accès interdit à toute personne étrangère au chantier). Voirie protégée (arrêtés d'interdiction de circulation ; dispositif d'arrosage pour éviter les poussières, ...) Contrôles divers (existence de réseaux surplombants la zone des travaux ou localisation souterraine)	éviter toute co-activité. dans le même secteur. attendre que les démolitions et évacuations des gravats soient terminés
Multi danger	Respect des prescriptions essentielles de la séquence 1 concernant les généralités applicables pendant l'ensemble du chantier.	

### Séquence : 3 - Elévation

#### Gros œuvre - VRD

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Multi danger	Protection contre les blessures térébrantes (les aciers en attente ne devront pas présenter de risques d'empalement)	.
Rupture, effondrement	L'entreprise du lot Gros Ouvre devra s'assurer avant de procéder aux travaux de démolition de la stabilité de la structure porteuse. Elle devra mettre en place tous les moyens d'étalement pour éviter les risque d'effondrement de l'ouvrage. Elle devra également mettre en place un balisage de sécurité au moyen de barrières afin d'éviter la présence de personnes durant la phase de démolition. Elle devra s'assurer de la consignation des fluides avant intervention	.
Rupture, effondrement	Effondrement d'ouvrages en construction ou en stockage : Définir des zones et des périodes d'interdiction d'accès et informations des autres corps d'état (balisage ou barrière) Les étalements et les coffrages	Interdiction de travail sous les zones de coulage sans autorisation du GO. Interdiction de démontage de protections collectives sans accord du

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	des planchers et des poutres doivent être étudiés pour permettre la mise en place de passerelles, de garde-corps, des filets ou tout autre type de protections collectives dans toutes les phases provisoires des travaux. Afin de prévenir le risque d'effondrement des pignons maçonnés, l'entreprise mettra en œuvre un système de contreventement, qui puisse rester en place tant que la charpente n'aura pas été assemblée et qui soit compatible avec le phasage de montage de la charpente c'est-à-dire qui n'entraîne pas de gêne pour mettre en place les fermettes. Mise en place à l'avancement des protections collectives, clôtures, tunnels, passages piétons, préalablement à tous travaux. Ces protections permettront aux autres corps d'état d'intervenir en sécurité.	titulaire.
Contact électrique direct ou indirect	Installation électrique de chantier vérifiée par un organisme agréé. Eclairage chantier par hublots (ampoules nues interdites). Consignations électriques en phase installation chantier et essais. Habilitation électrique correspondant aux travaux effectués. Tableaux électriques en nombre suffisant pour que les rallonges électriques fassent moins de 25 m	Interdiction d'accéder aux tableaux électriques sans l'habilitation électrique correspondante à l'intervention envisagée. Matériel électroportatif conforme, rallonges électriques de moins de 25 m
Engins et matériels	Séparation physique des accès piétons et engins. Stabilité de la zone d'évolution des engins (piste en dur). Nettoyage journalier des routes aux abords du chantier. Mise en place de toutes signalisations extérieures (Abord du bâtiment) et intérieures aux bâtiments, y compris accès public et chantier. Travaux en façade : Compactage et stabilité du sol à assurer préalablement aux travaux sur 3 m de large en périphérie du bâtiment pour sécuriser les interventions à l'aide d'échafaudage ou de nacelle.	Obtenir et respecter le plan de circulation. PV du sol à obtenir.
Rupture, effondrement	Prévenir les risques d'ensevelissement par blindage ou talutage. Ne pas intervenir au fond de fouille si les parois sont verticales. Cheminements piétons délimités par balisage ou protections collectives.	Respect du phasage organisationnel
Multi danger	Respect des prescriptions essentielles de la séquence 1 concernant les généralités applicables pendant l'ensemble du chantier.	

#### Séquence : 4 - Clos couvert

##### Charpente

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Contraintes météorologiques	Arrêt des travaux en cas de conditions météorologiques défavorables. Ne pas circuler sur les bacs en cas de pluie.	Consultation du bulletin météo



Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Chute et heurt avec charge en mouvement	Grue mobile en adéquation avec les charges levée, équipée d'un anémomètre. neutralisation des zones de levage Chef de manœuvre pour guider le grutier et élinguer les charges Arrêt des travaux si le vent dépasse les limites constructeur (grue et nacelle automotrice). Si invisibilité le chef de manoeuvre sera en communication radio permanent avec le grutier	Respecter le balisage en place. Ne pas travailler ni circuler dans la zone de danger.
Chute d'objets, éclats	Balisage des zones de levage. Chef de manœuvre pour guider le grutier et élinguer les charges. Mise en place de recette sécurisée à l'aide d'un monte matériaux ou engin de levage équipé d'un crochet de levage adapté. Balisage de votre zone d'intervention. Consulter les conditions climatiques avant de commencer les travaux	Respect des zones protégées. Respect des zones de déchargements
Multi danger	Respect des prescriptions essentielles de la séquence 1 concernant les généralités applicables pendant l'ensemble du chantier.	

#### Couverture

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Chute d'objets, éclats	Toiture bac acier : Gestion des déchets de découpe. Neutralisation de la zone au sol	.
Contraintes météorologiques	L'utilisation des grues mobiles est limitée à des vitesses de vent inférieures à 50 km/h. Toutes les grues mobiles doivent être équipées d'anémomètre.	.
Multi danger	Respect des prescriptions essentielles de la séquence 1 concernant les généralités applicables pendant l'ensemble du chantier.	

#### Bardage

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Chute d'objets, éclats	Balisage de l'aire de travail en pied de façade (tenir compte de la courbe de chute). Ne pas intervenir en superposition de tâche.	.
Multi danger	Respect des prescriptions essentielles de la séquence 1 concernant les généralités applicables pendant l'ensemble du chantier.	

#### Serrurerie

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Multi danger	Respect des prescriptions essentielles de la séquence 1 concernant les généralités applicables pendant l'ensemble du chantier.	

### Menuiseries

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Contact électrique direct ou indirect	Vérification de la protection en tête 30 MA. Outillages, rallonges conformes aux normes avec vérifications périodiques et inférieures à 25m.	.
Multi danger	Respect des prescriptions essentielles de la séquence 1 concernant les généralités applicables pendant l'ensemble du chantier.	

### Séquence : 5 - Second œuvre

#### Tous les Corps d'Etat

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Multi danger	Respect des prescriptions essentielles de la séquence 1 concernant les généralités applicables pendant l'ensemble du chantier.	

### Cloisons - Plafonds

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Voisinage	<u>Protections collectives</u> : L'entreprise doit assurer la continuité des protections collectives des trémies d'escalier à l'étage en conservant les garde-corps, en mettant en place des platelages complets de protection et en posant en priorité les cloisons périphériques.  <u>Rangement - Nettoyage</u> : à réaliser à l'avancement.	
Travail en hauteur	Maintenir les échafaudages en conformité lors des approvisionnements et des différentes phases de travail.	.

### Menuiseries intérieures

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Inhalation poussières	Port des E.PI. adaptés pour le personnel en cas de risque d'inhalation de poussières de bois. Pas de coactivité, interdire l'accès la zone.	

### Peinture

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Produits dangereux	Mesures nécessaires à prendre pour prévenir les risques d'intoxication et d'incendie (risques engendrés par les colles et solvants). Tous les locaux où s'effectuent des travaux pouvant donner lieu à émanations ou vapeurs nocives doivent être suffisamment ventilés. Pas de coactivité, interdire l'accès la zone.	

#### Faïence - Revêtements de sols

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<u>Utilisation de colles et solvants</u> : Mesures nécessaires à prendre pour prévenir les risques d'intoxication et d'incendie . Tous les locaux où s'effectuent des travaux pouvant donner lieu à émanations ou vapeurs nocives doivent être suffisamment ventilés. Pas de coactivité, interdire l'accès la zone.	

#### Electricité

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Travail en hauteur	<u>Travaux en toitures</u> : s'assurer de la présence d'un accès sécurisé et des protections collectives périphériques. A défaut, l'entreprise doit fournir un mode opératoire avant intervention pour garantir la sécurité de son personnel.	
Contact électrique direct ou indirect	Dès l'installation électrique provisoire créée, une vérification de cette dernière est à prévoir (organisme ou une personne agréée à la charge de l'entreprise d'électricité). Cette vérification réglementaire doit obligatoirement faire l'objet d'un rapport écrit. Pas de travail sous tension. Vérifier l'absence de tension (PV de consignation...)	.
Contact électrique direct ou indirect	Consignation du réseau existant Intervention par personnel habilité Balisage des zones d'intervention, neutralisation du passage à proximité Fermeture des armoires et coffrets électrique de l'installation de chantier	Respect du balisage et neutralisation Interdiction d'intervenir dans les coffrets si pas habilité

#### Plomberie - Sanitaires - Chauffage - Ventilation

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Travaux à point chaud	Extincteur à pied d'œuvre. Inspection après le travail par points chauds.	
Travail en hauteur	<u>Travaux en toitures</u> : s'assurer de la présence d'un accès sécurisé et des protections collectives périphériques. A défaut, l'entreprise doit fournir un mode opératoire avant intervention pour garantir la sécurité de son personnel.	
Chute d'objets, éclats	Carottage : assurer la sécurité à l'arrière ou sous la zone de carottage	.
Multi danger	Travaux en vide sanitaire	

### 4.3. Co-activités et protections collectives

#### 4.3.1. Organisation de la sécurité collective

Les grands principes qui régissent l'organisation de la sécurité sur le chantier sont :

- Chaque intervenant est responsable de la sécurité de ses salariés,
- La coordination indispensable des interventions des différentes entreprises, réclame que **chaque entreprise** soit chargée de la fourniture, de la mise en place des protections collectives. Jusqu'à l'achèvement des travaux, cette coordination doit également éviter qu'une autre entreprise enlève une protection qui gêne son travail.
- La maintenance des protections collectives est à réaliser par **chaque entreprise**.
- Une protection suffisante et adaptée à leurs travaux doit donc être mise en place. L'entreprise doit définir dans son P.P.S.P.S, le type de protections qu'elle met en place.
- Si tel n'est pas le cas, cet entrepreneur a à sa charge et à ses frais, la mise en place de dispositifs nouveaux complémentaires pour assurer la protection collective.
- Les nouvelles protections sont maintenues et entretenues par l'entrepreneur les ayant modifiées, aussi longtemps que nécessaire.
- Le Coordonnateur SPS est informé des compléments ou modifications ainsi apportés avant toute intervention sur le site.
- Priorité est donnée aux installations de protection définitives par rapport aux installations provisoires,
- Tous les éléments en cours d'assemblage doivent être consolidés s'ils sont instables, scellés ou étayés même provisoirement selon les prescriptions des fabricants.
- Une délimitation des zones dangereuses ou interdites aux autres entreprises doit être effectuée. Une information doit être faite lors des réunions de chantier.

Le matériel des protections collectives est identifié et exclusivement réservé à cet usage.(couleur distincte)

Le P.P.S.P.S. de l'entreprise précise le type de matériel proposé.

Eventuellement, à la fin de ses travaux, sous réserve de l'accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'OEuvre et du Coordonnateur SPS, elle doit passer les consignes à l'entreprise appelée à lui succéder.

Chaque entrepreneur ayant à intervenir sur un ouvrage considéré, et quel que soit le titre auquel il intervient, doit s'assurer que les protections mises en place sont suffisantes et adaptées à ses travaux. Si tel n'est pas le cas, il a à sa charge et à ses frais, la mise en place de dispositifs nouveaux et complémentaires pour assurer la protection collective de son personnel, ainsi que le maintien et l'entretien de ces nouvelles protections.

Les modifications sont soumises au Coordonnateur et font l'objet d'un additif au P.P.S.P.S.

Le Maître d'OEuvre se réserve le droit, en cas de défaillance d'une ou plusieurs entreprises, de faire appel à une entreprise extérieure pour remettre en état les protections collectives aux frais des entreprises défaillantes.

#### 4.3.2. Déplacement de protection collective

Au cas où une tâche nécessite le déplacement ou l'enlèvement d'un dispositif de protection collective, l'entreprise (ou son sous-traitant) doit présenter la méthodologie qu'elle compte employer pour effectuer cette tâche, la nature des protections individuelles ou collectives qu'elle compte mettre en place, afin que ses ouvriers puissent travailler en sécurité pour effectuer la tâche en question et les mesures de protection qu'elle compte employer pour garantir la sécurité des autres intervenants du chantier.

Les dispositifs provisoires de protection collective doivent être conçus de manière à ne pas gêner la mise en place du dispositif définitif. Ainsi le dispositif provisoire ne sera retiré qu'une fois les protections définitives mises en place.

#### 4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise

En cas de carence d'une entreprise, de nature à causer un risque pour les autres, sur la mise en place de protections collectives ou pour le nettoyage tel qu'il est défini, l'entreprise Lot 2 est tenue de se substituer à celle-ci.

Si c'est l'entreprise Lot 2 qui est défaillante, le Coordonnateur SPS et le Maître d'OEuvre la mettront en demeure de pallier immédiatement à ce non-respect des règles de sécurité.

En cas de refus et de danger immédiat, le Coordonnateur SPS pourra en concertation avec le Maître d'OEuvre, demander au Maître d'Ouvrage de faire intervenir une autre entreprise aux frais de la première pour remédier à la carence constatée.

#### 4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles

Les travaux doivent s'effectuer dans des locaux ventilés.

Pour les travaux dans les sous-sols, de soudure et/ou dégageant de la poussière, une ventilation mécanique doit être mise en place.

Le choix des modes opératoires et des produits mis en œuvre doit être tel qu'il n'entraîne pas de nuisances telles que : bruits, vibrations, poussières, gaz toxiques, etc . . .

En cas d'impossibilité, il est nécessaire d'employer des matériels réduisant les nuisances à la source (insonorisés, anti-vibratiles . . .). Ce paragraphe est complété dans le PPSPS de l'entreprise. Pour un produit de même technicité existant dans le commerce, l'entreprise a pour obligation d'utiliser celui présentant le moindre risque pour la santé des travailleurs.

#### **4.4. Equipement de levage**

Sans objet

##### **4.4.1. Autorisation de survol**

Sans objet

##### **4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention**

Les entreprises doivent prendre les mesures d'organisation appropriées ou utiliser les moyens adéquats, et notamment les équipements mécaniques, afin d'éviter le recours à la manutention manuelle de charges par les travailleurs.

Les entreprises définissent, dans leur Plan Particulier de Sécurité, les moyens de manutention spécifiques prévus, leurs consignes d'utilisation ainsi que le poids des éléments à manutentionner (préciser le type, le nombre et l'implantation).

#### **4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site**

##### **4.5.1. Approvisionnements et stockage**

A partir du plan d'installation de chantier, les approvisionnements sont définis et organisés en accord avec la maîtrise d'œuvre et les entreprises.

L'ensemble est porté à la connaissance du coordonnateur SPS et évoqué lors des inspections communes.

##### **4.5.2. Travaux superposés**

Les travaux en superposition de postes de travail sont interdits. Toutes les mesures sont prises par la maîtrise d'œuvre dans sa planification des travaux pour éviter les risques de co-activité par superposition.

##### **4.5.3. Mise en œuvre de produits dangereux**

Le stockage des matières ou substances dangereuses sur le chantier doit être le plus limité possible. Les zones d'entreposage respectent les conditions de stockage prévues par le fabricant ou la réglementation.

L'entrepreneur mentionne dans son PPSPS, la nature des produits dangereux qui sont utilisés et joint les fiches de données de sécurité des fabricants.

En cas de fractionnement, l'étiquetage est reproduit sur les nouveaux emballages.

La délimitation, l'aménagement et les dispositions particulières pour le stockage des matières dangereuses sont définies par l'entrepreneur après concertation avec " l'exploitant, le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS " ou sont imposées par ces derniers.

#### 4.5.4. Protection contre le bruit

L'entrepreneur est tenu de réduire le bruit à la source et au niveau le plus bas raisonnablement possible, compte tenu de l'état des techniques.

Les entreprises doivent retenir les procédés limitant les bruits. En cas d'impossibilité, prévoir d'autres solutions d'insonorisation, notamment :

- encoffrement de la source,
- suspension anti-vibratile,
- éloignement des machines,
- protection individuelle.

#### 4.5.5. Protection contre l'incendie

Tout feu est rigoureusement interdit sur le chantier.

Installation d'extincteurs adaptés aux postes de travail par point chaud.

Arrêt des travaux par point chaud deux heures avant de quitter le chantier.

Les entreprises utilisant des produits inflammables, doivent préalablement, en informer le maître d'oeuvre et le coordonnateur SPS.

Les salariés doivent connaître le maniement des extincteurs

#### 4.5.6. Travaux en hauteur

Quelle que soit la hauteur de travail, ces travaux sont effectués à l'aide, de plate-forme de travail, de plate-forme individuelle roulante, d'échafaudages roulants, de P.E.M.P. (nacelle élévatrice, plate-forme sur mâts...) ou d'échafaudage de pied. Ce matériel doit répondre à la réglementation en vigueur et normalisé.

En tout état de cause, ces matériels doivent être installés ou évoluer sur des surfaces stables.

Les échelles, escabeaux et marchepieds ne doivent pas être utilisés comme poste de travail.

L'attention des entreprises est attirée sur le risque de travailler sur une plate-forme à partir d'un plancher ou d'un platelage à proximité d'une rive (vide de construction ou ouverture). L'intervention est obligatoirement réalisée à partir d'une plate-forme de travail stable et normalisée. Une surélévation de la protection peut être rendue nécessaire, afin de conserver la hauteur de protection.

Lorsque des dispositifs de protection collective ne peuvent être mis en œuvre, l'entreprise devra préalablement à toute intervention, justifier par écrit dans son mode opératoire (ou additif au PPSPS) de cette impossibilité de recourir aux Equipement de protections collectives.

#### 4.5.7. Echafaudage, tour escalier

Les échafaudages ne peuvent être montés, démontés ou sensiblement modifiés que sous la direction d'une personne compétente et par des travailleurs qui ont reçu une formation adéquate et spécifique aux opérations envisagées. Un PV de réception sera laissé sur le site.

L'entreprise doit, quotidiennement, réaliser ou faire réaliser un examen de l'état de conservation en vue de s'assurer que l'échafaudage n'a pas subi de dégradation perceptible pouvant créer des dangers.

Lorsque des mesures s'imposent pour remédier à ces dégradations, elles sont consignées sur le registre prévu à cet effet.

L'entreprise devra faire un examen approfondi de l'état de conservation de son échafaudage tous les 3 mois au maximum.

Sur le chantier, la notice du fabricant doit être disponible dans le registre de sécurité.

L'entreprise qui installe un échafaudage, de pied et/ou roulant devra :

- Apposer sur l'équipement en cours de montage, de modification, de dépose un PANNEAU ROUGE << ACCES INTERDIT >>
- Apposer sur celui-ci un panneau VERT << ACCES AUTORISE >> après vérification de conformité par la personne compétente et habilitée,
- Apposer en permanence un PANNEAU indiquant : LE NOM DE L'ENTREPRISE UTILISATRICE et SON

NUMERO DE TELEPHONE.

Nota : Ces panneaux devront pouvoir résister aux intempéries et être solidement fixés et lisibles.

#### **4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins**

La conduite des engins de chantier ne peut être confiée qu'à des conducteurs en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur.

Les manœuvres et les évolutions avec visibilité réduite ne peuvent s'effectuer que sous la conduite d'une ou plusieurs personnes chargées :

- Du guidage des véhicules et des engins,
- de la signalisation vis-à-vis des autres utilisateurs de la zone de circulation,
- les avertisseurs sonores et optiques couplés avec la marche arrière sont obligatoires sur tous les engins de chantier.

Un exemplaire des rapports de vérifications périodiques obligatoires doit être tenu à disposition dans le registre sécurité de l'entreprise.

### **4.6. Moyens communs**

#### **4.6.1. Mise en commun des équipements de travail et d'accès en hauteur**

Mutualisation des équipements de travail et d'accès en hauteur (METAH) pour maîtriser les risques liés aux chutes de hauteur : voir détail dans l'annexe « METAH »

#### **4.6.2. Ascenseurs définitifs en phase chantier**

Sans Objet.

#### **4.6.3. Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre, Echafaudages et matériels**

Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre (SCALP) pour maîtriser les risques liés aux chutes de plain-pied et réduire les manutentions manuelles : voir détail dans l'annexe « SCALP »

#### **4.6.4. Protection des accès – Auvents**

Sans objet

### **4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets**

Chaque entreprise évacue ses déchets

## 5. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER

### 5.1. Stockages sur le chantier

Les entreprises doivent informer le Maître d'Œuvre de leurs besoins de stockage de matériaux sur le chantier. Les zones de stockage des matériaux sont délimitées et indiquées sur le Plan d'Installation du Chantier, qui est tenu à jour en fonction de l'avancement des travaux.

Les entreprises indiquent dans le P.P.S.P.S. si leurs travaux comprennent la mise en œuvre de substances ou des préparations dangereuses pouvant provoquer des intoxications, incendie ou explosion.

Les entreprises entreposent les produits à risque, conformément aux prescriptions des F.D.S. Tous stockages dans le bâtiment doivent faire l'objet d'une analyse par le Maître d'œuvre en concertation avec le CSPS. Ces zones doivent apparaître sur le plan d'installation de chantier.

L'entreprise précise dans son P.P.S.P.S. les règles de stockage relatives aux produits employés ainsi que les dispositions qu'elle met en œuvre en ce qui concerne notamment la ventilation et l'éclairage de ces zones de stockage.

Chaque entreprise doit maintenir en état de propreté ses zones de stockage et doit en conséquence effectuer les nettoyages quotidiens et évacuer ses déchets jusqu'aux points de regroupement convenus pendant la période de préparation et confirmés à l'occasion des réunions de chantier.

### 5.2. Nettoyage

#### Agent de propreté

Chaque entreprise désigne un Agent de Propreté qui, jusqu'à la réception T.C.E. a pour mission :

- De veiller à la propreté et au rangement des zones de stockage et des postes de travail de son entreprise
- De veiller au parfait état de propreté du chantier, des cantonnements et des voiries (à l'intérieur et à la sortie du chantier),
- D'organiser la mise en place et l'enlèvement des bennes à gravats,
- De provoquer les nettoyages

#### Nettoyage du chantier :

L'ensemble du chantier est nettoyé en permanence suivant un rythme adapté en fonction de l'importance des déchets générés par les activités du chantier. En aucun cas, les circulations ne doivent être encombrées par des déchets.

### 5.3. Enlèvement des déchets

Chaque entreprise est responsable du nettoyage lui incombant, défini dans les différents chapitres.

Les déchets doivent être limités, triés. Le contrôle de leur élimination se fait par Bordereau de Suivi des Déchets (BSD), dont une copie est conservée sur le site.

Afin d'éviter toute pollution du site, les produits polluants sont stockés conformément à la fiche de données de sécurité.

Privilégier l'emploi de produit naturel.

#### 5.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires

Le lot 1 est responsable de l'évacuation des déchets. Dans le cas d'utilisation de bennes, leur remplacement est à effectuer à chaque fois que cela s'avère nécessaire, sans jamais que ces bennes débordent.



### **5.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés**

L'entreprise indique dans son P.P.S.P.S. les conditions d'enlèvement des déchets industriels spéciaux (produits et emballages) et indique le lieu de traitement (produits et procédures) Exemple : amiante, matériaux contaminés, produits chimiques, P.C.B. ...

Les déchets réputés dangereux doivent être évacués le plus rapidement possible. La procédure d'évacuation fera l'objet d'un accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre et si nécessaire des autorités compétentes

### **5.3.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise**

Sur simple constat le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Œuvre sans mise en demeure préalable peut faire procéder aux modifications des stockages ou des nettoyages qu'ils jugeraient nécessaires par une entreprise du chantier ou extérieure. Les frais résultants sont imputés aux entreprises défaillantes.

## **6. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION**

### **Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier**

#### **6.1. Déclarations particulières**

Il incombe aux entreprises d'établir toutes les demandes d'autorisation nécessaires à la réalisation de ses travaux et notamment :

- DT à charge du maître d'ouvrage
- Application de la loi anti-endommagement
- D.I.C.T - Les entreprises titulaires du Lot Terrassement-VRD et du Lot Gros œuvre doivent adresser une D.I.C.T aux exploitants concernés au moins 10 jours ouvrés avant le début des travaux.
- Demandes d'arrêtés - Chaque entreprise titulaire de Lot doit faire ses demandes auprès des Services Techniques de la Ville et obtenir les autorisations nécessaires.
- Autorisations concessionnaires -

Ces déclarations sont à établir et à diffuser par toute entreprise (compris sous traitante) dès lors qu'elle réalise des travaux en sol et à proximité des réseaux aériens.

Les renseignements sont obtenus auprès de la maîtrise d'oeuvre.  
Les travaux ne peuvent commencer sur ordre de la maîtrise d'oeuvre.

#### **6.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération**

**Chantier dans une casern en activité**  
**Respect stricte des consignes**

#### **6.3. Risques par rapport à un chantier voisin**

Sans Objet

#### **6.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure**

Sans Objet

#### **6.5. Permis de feu (prévention incendie et explosion)**

Sans Objet

#### **6.6. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages**

Sans Objet

#### **6.7. Locaux témoins**

Sans Objet

## 7. ORGANISATION DES SECOURS

Les consignes de sécurité et les numéros d'appel des services de secours doivent figurer sur le P.P.S.P.S. et être affichées.

Dès lors que l'effectif total du chantier dépasse 200 salariés une infirmerie est mise en place.

### 7.1. Téléphone de secours

Le personnel présent sur le chantier doit disposer d'un téléphone de secours, pouvant être installé dans le bureau, **accessible en permanence par tous**.

Eventuellement, pour les petits chantiers où pour des zones de travail éloignées, un téléphone portable, **ouvert en permanence et en état de marche (correctement chargé)**. L'emplacement de la personne en disposant doit être connu de tous les ouvriers concernés.

### 7.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.)

Au moins 5% du personnel présent sur le chantier (avec un minimum de un), quelle que soit l'entreprise, doit être Sauveteur Secouriste du Travail (S.S.T.).

Les S.S.T. doivent avoir été formés ou recyclés depuis moins de 2 ans et ont obligatoirement, à l'arrière de leurs casques, un autocollant d'identification.

La liste des secouristes, à jour en permanence, est affichée près du téléphone défini ci-dessus.

Il en est de même pour la liste du matériel médical existant sur le chantier.

### 7.3. Travail isolé

Les entreprises prennent toutes les mesures nécessaires afin qu'un travailleur isolé puisse signaler toute situation de détresse et être secouru dans les meilleurs délais.

### 7.4. Procédure d'organisation des secours

L'entreprise de désamiantage doit préciser dans son PPSPS, les mesures d'organisation qu'elle met en œuvre en cas de dégradation volontaire (pénétration des services de secours en zone confinée) ou non, du confinement (Alerte, Évacuation du chantier . . .)

Les soins aux victimes d'accident ou malades sont assurés par du personnel compétent.

Le transport des accidentés et malades graves est assuré par les services de secours.

Se conformer à la procédure . . .

### 7.5. Déclaration en cas d'accident ou incident

Outre les déclarations réglementaires d'accident effectuées par l'entrepreneur, les accidents ou incidents sont signalés au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS.

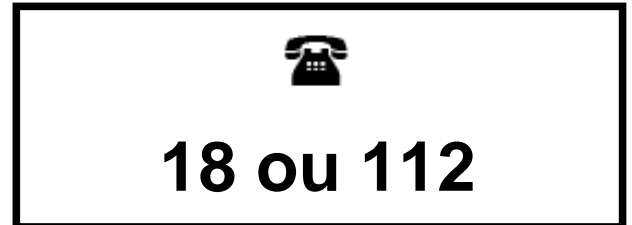
### 7.6. Point de rencontre secours

Sans objet

## 7.7. Modèle de fiche de secours

### **EN CAS D'ACCIDENT**

**Appelez les Pompiers**



et dites :

#### **1. ICI CHANTIER : BREST - ATELIER DE REPARATION AUTO MUTUALISE**

Adresse : 167 RUE DU GENERAL PAULET 29200 BREST

#### **2. PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT :**

par exemple : Chute, éboulement, asphyxie...

LA POSITION DU BLESSE : Il est sur la terrasse, il est au sol ou dans une fouille ...

ET SI IL Y A NECESSITE DE DEGAGEMENT

#### **3. SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSE(S) ET LEUR ETAT**

Par exemple : Trois ouvriers blessés dont un qui saigne beaucoup et un qui ne parle pas.

#### **4. FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS.**

Envoyer quelqu'un à l'entrée du chantier pour guider les secours.

**NE JAMAIS RACCROCHER LE PREMIER**

## **ANNEXES AU P.G.C.**

### **Liste des pièces jointes au P.G.C.**

- Annexe\_METAH
- Annexe\_Presence\_Amiante
- Annexe\_Presence\_Plomb
- Annexe\_Presence\_Silice
- Annexe\_SCALP
- 0.5 - SGAMI OUEST - Atelier Buquet - PRO - Etude géotechnique
- 0.4 - SGAMI OUEST - Atelier Buquet - PRO - Rapport Plomb
- 0.3 - SGAMI OUEST - Atelier Buquet - PRO - Rapport Amiante
- Projet PIC Atelier auto Caserne Buquet
- DHOL 1